

<p>Comité de sécurité de l'information Chambre sécurité sociale et santé</p>
--

CSI/CSSS/20/476

**DÉLIBÉRATION N° 20/260 DU 3 NOVEMBRE 2020 RELATIVE AU TRAITEMENT DE DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL RELATIVES AU STATUT DE PERSONNE HANDICAPÉE PAR LA SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER BELGES (SNCB) POUR LA RÉALISATION DU PROJET D'AUTOMATISATION DE LA DÉLIVRANCE ET DU RENOUVELLEMENT DE LA CARTE ACCOMPAGNATEUR GRATUIT**

Vu la loi du 15 janvier 1990 *relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale*, en particulier l'article 15;

Vu la loi du 3 décembre 2017 *portant création de l'Autorité de protection des données*, en particulier l'article 114;

Vu la loi du 5 septembre 2018 *instituant le comité de sécurité de l'information et modifiant diverses lois concernant la mise en œuvre du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE*, notamment l'article 97;

Vu la délibération n°18/046 du 3 avril 2018 du Comité de sécurité de l'information, modifiée le 6 novembre 2018, le 4 décembre 2018, le 7 mai 2019, le 14 janvier 2020 et le 1er septembre 2020, relative à la consultation en ligne de sources authentiques par des instances qui accordent des droits supplémentaires dans le cadre du projet « statuts sociaux harmonisés »;

Vu la version consolidée du contrat de gestion entre l'Etat belge et la SNCB du 17 janvier 2014, en particulier l'article 38;

Vu la demande de la Société Nationale des Chemins de Fer Belges (« SNCB »);

Vu le rapport de la Banque Carrefour de la sécurité sociale;

Vu le rapport du président.

**A. OBJET DE LA DEMANDE**

1. La SNCB est tenue par son contrat de gestion actuel de veiller à ce que le voyageur ferroviaire qui, pour des raisons sociales, a droit à une réduction tarifaire, puisse recevoir celle-ci sans devoir fournir lui-même d'attestation confirmant son droit à cette réduction. L'attribution automatique de la réduction doit se faire via un échange électronique de

données entre la SNCB et la Banque Carrefour de la Sécurité Sociale (BCSS) tel que mentionné à l'article 38 du contrat de gestion.

2. La carte gratuite d'accompagnateur permet à une personne handicapée de se faire accompagner gratuitement dans les transports en commun. L'accompagnateur voyage donc gratuitement, dans la même classe et sur le même trajet. Il peut s'agir d'une personne ou d'un chien d'assistance. La carte est valable sur l'ensemble du réseau SNCB et sur les lignes des sociétés de transport régionales *De Lijn*, TEC et STIB.
3. Le processus actuel pour la délivrance et le renouvellement de la carte accompagnateur gratuit est assez long, les critères d'octroi sont réceptionnés et analysés manuellement. Pratiquement 600 demandes sont traitées par mois sur base d'attestations diverses. Après cela suit une phase d'analyse qui s'appuie sur différents critères définis et appliqués depuis le 1er janvier 1998 mais qui seront revus dans la nouvelle procédure électronique (voir point 4). Ces critères sont les suivants:
  - une réduction d'autonomie d'au moins 12 points;
  - une invalidité permanente d'au moins 80%;
  - une invalidité permanente découlant directement des membres inférieurs et occasionnant un taux d'invalidité de 50% au moins;
  - une paralysie entière ou l'amputation des membres supérieurs.

Cette procédure impose l'attribution d'une charge importante de travail et impose un délai d'attente de 5 à 10 jours en moyenne (selon que le demandeur envoie la demande directement en central ou passe via la gare) pour le demandeur avant de recevoir un accord.

4. Désormais, dans le nouveau processus d'octroi, sur base du numéro d'identification de la sécurité sociale (NISS) fourni par la SNCB, la BCSS retournera une réponse du type oui/non. La réponse « oui » sera donnée si la personne est connue dans un des statuts et listés ci-dessous (les statuts eux-mêmes ne seront pas retournés) avec la date de fin du statut, telle que connue au moment de la consultation. Les statuts sont les suivants:
  - cécité complète;
  - amputation des 2 bras;
  - paralysie des 2 bras;
  - invalidité permanente découlant directement des membres inférieurs et occasionnant un taux d'invalidité de 50% au moins;
  - perte d'autonomie<sup>1</sup> d'au moins 12 points (8 points pour un enfant de moins de 12 ans et statut droit acquis en exécution d'anciennes législations) selon le guide d'évaluation pour le degré d'autonomie;
  - invalidité<sup>2</sup> permanente ou incapacité de travail d'au moins 80%;

---

<sup>1</sup> Perte d'autonomie: critère appliqué par la DGPH suite à un examen des conséquences du handicap sur les activités quotidiennes.

<sup>2</sup> Invalidité: critère appliqué lorsque une personne est reconnue en incapacité de travail pendant plus d'un an (la période d'invalidité débute donc à partir de la deuxième année de l'incapacité de travail). Ce critère ne concerne que des personnes bénéficiant de droits acquis sous l'égide de l'ancienne législation.

- allocation d'intégration catégorie III ou supérieure<sup>3</sup>.

5. D'un point de vue pratique, la procédure sera la suivante :

Le voyageur et son accompagnateur se rendent au guichet d'une gare belge. L'agent commercial consulte la BCSS en ligne et émet, en cas de réponse positive de la BCSS, une carte-mère ainsi qu'un billet de validation « papier ». Il n'y a plus d'intervention en central dans l'octroi de la réduction. Le formulaire de demande actuel sera supprimé. Le Service Clientèle se charge des cas rares qui ont été refusés lors de la consultation online de la BCSS et pour lesquels une réponse positive devrait être donnée. Annuellement, la SNCB et la BCSS ont prévu la vérification du statut des bénéficiaires. Ce push sera réalisé en janvier de chaque année.

6. La SNCB ne prévoit pas d'intégration dans le répertoire des références de la BCSS car il n'est pas prévu que la SNCB reçoive des mutations des dossiers concernés. De plus, dans le contexte du projet SSH (« statuts sociaux harmonisés »), il n'existe pas de contrôle dans le répertoire des références, ni d'intégration.

7. La SNCB, dans la mesure où elle accorde des droits supplémentaires, est autorisée, sur le fondement de la présente délibération ainsi que sur le fondement de la délibération du Comité de sécurité de l'information n°18/046 du 3 avril 2018, à avoir accès aux données de la banque de données SSH.

## B. EXAMEN DE LA DEMANDE

8. Il s'agit d'un échange de données à caractère personnel qui, en vertu de l'article 15, § 1, de la loi du 15 janvier 1990 *relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale*, doit faire l'objet d'une délibération de la chambre sécurité sociale et santé du Comité de sécurité de l'information.

9. En vertu du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 *relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE*, les données à caractère personnel doivent être collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes et elles ne peuvent pas être traitées ultérieurement d'une manière incompatible avec ces finalités (principe de la limitation des finalités), elles doivent être adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées (principe de la minimisation des données), elles doivent être conservées sous une forme permettant l'identification des personnes concernées pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées (principe de la limitation de la conservation) et elles doivent être traitées de façon à garantir une sécurité appropriée des données à caractère personnel, y compris la protection contre le traitement non autorisé ou illicite et contre la perte, la destruction ou les dégâts d'origine accidentelle, à l'aide de mesures techniques ou organisationnelles appropriées (principe d'intégrité et de confidentialité).

---

<sup>3</sup> Allocation d'intégration catégorie III ou supérieure: critère faisant partie de l'ancienne législation et donc pas repris dans les nouveaux critères. Mais pour le « reliquat » des personnes concernées par ce critère (1.366 personnes); ce critère doit être considéré comme un droit acquis.

### Limitation de la finalité

10. La communication poursuit une finalité légitime, à savoir la réalisation du projet d'automatisation de la délivrance et du renouvellement de la Carte Accompagnateur Gratuit dans le cadre de l'exécution du contrat de gestion de la SNCB et plus précisément son article 38.
11. En vertu de l'article 38 du contrat de gestion de la SNCB, « *la SNCB veillera à ce que le voyageur ferroviaire qui, pour des raisons sociales, a droit à une réduction tarifaire, puisse recevoir celle-ci sans devoir fournir lui-même toutes sortes d'attestations confirmant son droit à cette réduction. Via un échange électronique de données entre la SNCB et la Banque Carrefour de la Sécurité sociale (BCSS), aux conditions négociées entre elles, il sera vérifié en ligne si un voyageur satisfait ou non aux conditions pour pouvoir bénéficier de cette réduction tarifaire* ».

### Minimisation des données

12. Les données à caractère personnel sont pertinentes et non excessives par rapport à la finalité poursuivie. D'une part, elles portent uniquement sur les assurés sociaux qui s'adressent à la SNCB en tant que personne handicapée en vue d'obtenir une intervention en faveur de leur(s) accompagnant(s). D'autre part, seule l'existence ou non d'un statut social et la période du droit à l'intervention majorée de l'assurance soins de santé sont mises à la disposition par personne concernée, identifiée sur la base de son numéro d'identification de la sécurité sociale. Des données personnelles supplémentaires sur le statut ne sont pas nécessaires et ne seront donc pas transférées.

### Limitation de la conservation

13. La SNCB ne conservera aucune donnée (existence d'un statut et date de fin du statut). Elle ne conservera ni l'historique, ni le contenu des transactions des demandes d'information vers la BCSS.

### Intégrité et confidentialité

14. Conformément à l'article 14 de la loi du 15 janvier 1990 *relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale*, l'échange précité se déroule à l'intervention de la BCSS.
15. Lors de la communication et du traitement des données à caractère personnel, la SNCB doit tenir compte de la loi du 15 janvier 1990 *relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale* et de toute autre réglementation relative à la protection de la vie privée, en particulier le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 *relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE* et la loi du 30 juillet 2018 *relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel*. Les parties tiennent également compte des normes de sécurité minimales du réseau de la sécurité sociale, qui ont été définies par le Comité général de coordination de la Banque Carrefour de la sécurité sociale.

Par ces motifs,

**la chambre sécurité sociale et santé du comité de sécurité de l'information**

conclut que la communication par la Banque Carrefour de la Sécurité sociale à la Société Nationale des Chemins de Fer Belges, de données à caractère personnel dans le cadre du projet d'automatisation de la délivrance et du renouvellement de la Carte Accompagnateur Gratuit, comme décrite dans cette délibération, est autorisée moyennant le respect des mesures de protection des données définies, en particulier les mesures en matière de limitation de la finalité, de minimisation des données, de limitation de la durée de conservation des données et de sécurité de l'information.

Bart VIAENE  
Président

Le siège de la chambre sécurité sociale et santé du comité de sécurité de l'information est établi dans les bureaux de la Banque Carrefour de la sécurité sociale, à l'adresse suivante: Quai de Willebroeck 38 - 1000 Bruxelles (tél. 32-2-741 83 11).